

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/554824/article/2023-12-11/estelle-cantillon-economiste-la-transition-manque-dune-ligne-claire-en-belgique>

Estelle Cantillon, économiste : « La transition manque d'une ligne claire en Belgique »

A l'occasion de la fin de la COP28, la spécialiste belge des questions de durabilité et d'énergie revient sur la stratégie de la neutralité carbone à horizon 2050. Elle regrette l'incohérence des politiques actuelles, par ailleurs très coûteuses.



Maxime Biermé, [Michel De Muelenaere](#) 11/12/2023

Estelle Cantillon est chercheuse au FNRS et professeure d'économie de l'environnement à la Solvay Brussels School de l'ULB. Elle présidait [le congrès des économistes](#) qui s'est tenu cette année à Charleroi autour du thème « Réussir la transition vers une économie zéro carbone ». On a pu y mesurer l'ampleur de la tâche...

Viser la neutralité carbone, qu'est-ce que ça veut dire ?

Ça veut dire que dans toutes les activités de notre société le flux net de carbone sera égal à zéro. On va consommer infiniment moins d'énergie fossile – une des sources principales d'émissions de CO₂ – et on va produire beaucoup moins de méthane et le peu qui reste sera compensé par l'absorption par des cycles naturels – la reforestation, la régénération des sols, etc. – et, à la marge, un peu de capture du carbone.

La Belgique est-elle sur cette voie ?

Non, et on ne prépare pas suffisamment le chemin. Par exemple, si on parle de changements technologiques et d'électrifier les usages, l'infrastructure fait encore défaut, en matière de compteurs intelligents, pour que l'électrification soit faisable et rentable. On est aussi très loin en matière de changement de comportements ; on n'a absolument pas bougé.

Quelles sont les priorités ?

D'abord, travailler sur la cohérence des politiques actuelles. Aujourd'hui, on est en train de mener une transition très coûteuse parce qu'on a des politiques absolument incohérentes. Chaque année,

on subventionne les énergies fossiles à hauteur de 2,8 % du produit intérieur brut et en même temps on doit aider les renouvelables pour qu'elles se développent. On a des politiques sociales – je pense au tarif social sur le gaz et le mazout – qui sont tout à fait légitimes, mais qui contribuent aussi à subventionner les énergies fossiles. Il faut donc d'abord s'assurer de la cohérence politique. Arrêter de subventionner les fossiles et avoir un prix du carbone plus élevé.

Il faut agir simultanément dans trois domaines qu'il ne faut pas opposer. Ils doivent être menés ensemble. À commencer par décarboner le plus possible l'énergie qu'on utilise. Pour l'instant, les énergies fossiles représentent 73 % de la consommation d'énergie. C'est un gros paquet. Développer l'éolien, le solaire, la biomasse, la géothermie... Le nucléaire fait aussi partie du bas carbone. Ensuite, il faudra trouver des moyens de décarboner la chaleur : avec la biomasse, la géothermie...

Le deuxième domaine ?

Il est plus facile de décarboner 100 que 1.000. On doit donc diminuer notre consommation d'énergie qui est énorme. Ça, c'est l'efficacité énergétique : isoler, éclairer avec des leds, utiliser des véhicules plus légers...

Enfin, le troisième ?

Il y a la partie « changements ». Changer notre façon de consommer et de produire. La sobriété, c'est important, de même que le développement de l'économie circulaire qu'il ne faut pas limiter au recyclage. Je pense au car-sharing et au changement modal, surtout en milieu urbain. Toutes les trajectoires prévoient une réduction de la consommation d'énergie de 40 % alors que l'économie continue de croître.

Y a-t-il encore des mesures faciles à prendre ou fait-on face à des décisions plus difficiles ?

On a déjà commencé à bien décarboner l'électricité, mais dans l'industrie, ça commence à devenir plus compliqué. Par contre, au niveau du transport, il y a encore beaucoup de choses à faire, en termes de changement modal en particulier. Ça, c'est la partie facile qui demande très peu d'investissements. Sans oublier qu'il ne suffira pas de remplacer chacune des voitures thermiques par une voiture électrique. Ça, c'est la façon coûteuse de faire...

Au niveau chauffage, l'isolation c'est le plus évident. Mais ici on est confrontés aux distorsions de prix en faveur des énergies fossiles. Ces dernières sont subventionnées alors que l'électricité est affectée par toutes sortes de charges. Résultat : chez nous, les pompes à chaleur sont une des solutions les moins avantageuses et les plus chères en Europe parce qu'on subventionne les énergies fossiles. En Belgique, le différentiel entre le prix d'électricité et le prix du gaz et du mazout est trop faible. Ces distorsions sont un frein.

Le cadre actuel est encore un cadre du passé ?

Oui, il n'est pas compatible avec une transition vers une neutralité carbone tant sur le plan fiscal que législatif. Ce qui fait que la transition est chère, c'est qu'on rajoute des mesures à un cadre qui est obsolète. Or, chez nous, la transition est non seulement faisable, mais il y a de nombreux cobénéfices : la santé, parce que la qualité de l'air s'améliore, la réduction de notre dépendance aux fluctuations sur le marché de l'énergie, le confort de maisons mieux isolées, une mobilité plus active... La liste est longue.

Le changement d'un système à l'autre est toujours un peu compliqué. Il y a des perdants et des gagnants. Il faut réfléchir à la manière d'augmenter la coalition des gagnants potentiels qui vont continuer à pousser pour le faire.

Aujourd'hui, on avance : la conscientisation de la population progresse. De même que le niveau de mobilisation dans les entreprises et pas seulement celles qui sont soumises à différentes formes de réglementations et ou de contraintes comme le marché européen du carbone. Mais les choses bougeraient plus vite si l'ambition communiquée au niveau politique était plus forte, plus cohérente et plus constante aussi. L'incertitude n'amène pas les gens à bouger. Le rôle du politique est de donner ce chemin dans lequel tous les agents économiques peuvent s'inscrire. La transition, c'est mobiliser toute une série d'acteurs, ménages et entreprises et avoir une ligne claire et essentielle. Il s'agit de créer les bases du bien-être futur et pas de s'appauvrir collectivement parce qu'on aura fait tellement de mauvais choix que ça nous aura coûté une fortune.

Quelles sont les raisons de la frilosité du politique ?

Je crois qu'il y a une partie d'ignorance. Je ne dirai pas la peur de braquer les gens parce que, d'une certaine façon, c'est le rôle des politiques de partager leur modèle de société. Et il y a vraiment beaucoup de choses à gagner dans une économie bas carbone. Par contre, il y a un problème évident de gouvernance et pas uniquement dû à la lasagne institutionnelle. Je pense à la répartition en silo des compétences dans un gouvernement. Or la transition est une question transversale compliquée à gérer dans le cadre de portefeuilles standards, qui plus est avec notre mode de fonctionnement politique où on essaye surtout que les autres ne gagnent pas des points alors qu'en fait, il faut beaucoup plus coopérer.

N'y a-t-il pas une peur que la transition fasse mal ? Qu'elle n'est faite que de contraintes ? Qu'elle va avoir un impact négatif sur nos vies ?

Changer de comportement, c'est toujours difficile pour tout le monde. Il est clair que la transition n'est pas le moment le plus facile : il faut changer et, en fonction de la trajectoire choisie, on aura besoin de 2 à 4 % de PIB en plus. Quelqu'un devra payer : soit l'État, soit les ménages, soit les entreprises. Oui, la transition coûte cher. D'où l'importance de créer ce narratif, cette vision permettant de garder tout le monde à bord.

Qui va payer ? Les épaules les plus larges, et comment ?

Quand on regarde l'empreinte carbone, effectivement, les ménages les plus aisés pèsent plus lourd. Pas au niveau des dépenses de chauffage, mais sur la mobilité et en particulier l'avion. On pourrait commencer par éliminer les distorsions de prix, les subventions carbone sur les biens plutôt consommés par des ménages plus aisés.

Taxer les jets privés ?

Peut-être que les jets privés, il faudrait les interdire. Comme d'autres choses d'ailleurs. Le kérosène n'est pas taxé, ça fait partie des subventions fossiles. L'idée serait plutôt de réduire les subventions qui favorisent les ménages les plus aisés. Cela diminuerait la distorsion du soutien aux énergies fossiles avec un impact qui ne serait pas régressif.

L'autre piste, étant donné qu'il y aura un prix carbone sur les énergies fossiles dans les transports et le bâtiment, c'est de redistribuer cet argent pour compenser le surcoût pour les ménages les plus vulnérables.

La sobriété... possible à l'heure de Temu et du BlackFriday ?

Ça dépend de la définition de la sobriété. Ça peut être de diminuer notre impact à consommation et services rendus constants. Par exemple, on veut avoir chaud chez soi : si on isole sa maison ou qu'on porte une petite veste plus chaude, on est dans la sobriété tout en restant confortable. Même chose pour l'autopartage, c'est la définition même de la sobriété : le service reçu est le même, l'impact est moindre. Cette sobriété-là est faite de changements de comportement et de technologies. Et la marge de progrès est énorme.

Peut-on imaginer cette transition dans le cadre socio-économique global existant ? Donc sortir des énergies fossiles sans remettre en cause le commerce international, la logique capitaliste des entreprises, sans renverser la table ?

Je pense que oui. Il faut se rappeler que l'État régule 50 % de l'économie (normes, investissements publics, fiscalité, NDLR), c'est donc une question de gouvernance économique. L'économie de marché va pouvoir mobiliser tous ces acteurs dans la transition.

Si elle n'est pas dysfonctionnelle...

Elle l'est. On l'a vu notamment avec la distorsion des prix de l'énergie. Mais ça, c'est une question de gouvernance publique, c'est la responsabilité de nos États. Et puis il faut revoir en partie la gouvernance dans les entreprises. On peut à la fois reconnaître les déviances du système capitaliste, comme la publicité et les incitations à la consommation, mais vouloir l'améliorer pour qu'il serve plus l'intérêt commun
